



Le jeudi 11 décembre 2014 à 20 h 00, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. le Maire

Date de la convocation : le 5 décembre 2014 - Nombre de membres en exercice : 29

Présents : M. Patrick DELEBARRE, Maire, Mme Christiane DECANter-CAULLET, M. Pierre ZIMMERMANN, Mme Pierrette MAILLARD, M. Bernard JEAN-BAPTISTE, Mme Anne-Catherine DERVILLE, MM. Alain FAUVARQUE, Xavier RUYANT, Adjoint au Maire, Mmes Marie-Paule LEPERS, Danièle PETIT, MM. Pierre BOURGOIS, Jean-Max LEFEBVRE, Mmes Colette GRASER, Marie-France TAILLEFER, MM. Claude LAMARCO, Xavier BASSELET, Stéphane DELANNOY, Didier DUPE, Mme Nathalie HERBAUX, MM. Eric DESREUMAUX, Riquier WILLOQUET, Mmes Dong NGUYEN-RODRIGUEZ, Aurélie VERNIER

Absentes excusées (ayant donné pouvoir) : Mme Karine BOPPE (à M. Riquier WILLOQUET), Mme Martine FOULON (à Mme Nathalie HERBAUX)

Absents excusés : M. Alexandre MEZIERE, M. Dominique SERGENT, Mme Karine VIENNE épouse DUTOIT, Mme Delphine BERNADAT

N° 14-7-5

Affaires juridiques

Défense des intérêts de la ville de Bondues
dans l'instance n°1302958-5
introduite par Monsieur Bruno OVLAQUE
devant le Tribunal Administratif de Lille

Rapport de M. le Maire,

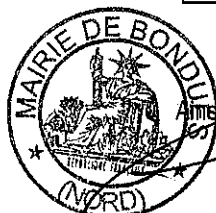
Par requête en date du 14 mai 2013, Monsieur Bruno OVLAQUE demeurant à Bondues 1818 Avenue du Général de Gaulle a déposé devant le tribunal administratif de Lille un recours visant à l'annulation du permis de construire n° 059 090 12 O 0027 accordé le 16 août 2012 et prorogé le 12 août 2014 à Monsieur Bruno CONDOLO demeurant à Bondues n°2 bis rue Jean-Baptiste Lebas pour la construction d'une maison individuelle à édifier sur un terrain sis à Bondues avenue du Général de Gaulle section cadastrée AV 283.

Il importe donc d'autoriser Monsieur le Maire à défendre les intérêts de la ville dans cette affaire conformément au code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29.

Cela étant exposé, nous invitons le conseil municipal :

- autoriser Monsieur le Maire à ester en défense dans la requête n°1302958-5 introduite devant le tribunal administratif de Lille,
- de désigner Maître José Savoye avocat à Lille 79 Boulevard Carnot, pour représenter la commune dans cette instance.

Travaux Préparatoires
CG du 02 décembre 2014



Le Conseil
Adhère à la proposition ci-dessus
Ainsi fait et délibéré en séance du Conseil
Certifié conforme
Le Maire